

On s'étonne dans nos provinces conquises que l'armée du Nord ne profite pas de la négligence et du sans-gêne de ces armées. N'est-ce pas incroyable, disent les Français, qu'on ne détache pas 15 à 20,000 hommes pour surprendre soit dans Reims, soit dans Laon ou dans La Fère l'ennemi qui s'y trouve en très-petit nombre, surtout pour garder son artillerie.

A Laon, samedi dernier, il y avait au bas de la montagne, sur la route de Reims, 10 pièces de canons et 86 à Chavignon sur la route de Laon à Soissons. Ce jour-là Laon n'avait que 4,000 hommes de troupe. Soissons n'en comptait que 2,000 : sous La Fère il y avait un nombre à peu près égal.

Jusqu'à samedi dernier il n'était passé à Reims que 40,000 hommes venant de l'armée de Metz, les autres troupes ayant une destination inconnue. Dans ce nombre, on remarque beaucoup de tout jeunes gens de 15 à 20 ans.

Il y a trois semaines, j'ai vu sur la route de Laon à Reims 14 Prussiens montés sur quatre chariots emmenant en Prusse 15,000 francs.

Pour ne pas distraire des soldats de l'armée, ces messieurs ont l'ingéniosité diabolique de faire conduire leurs voitures de réquisitions par les prisonniers civils, que l'on reconnaît parfaitement à leur plaque en fer blanc, avec chiffre à jour.

L'Allemagne fait un grand commerce dans les pays envahis. Le savon et le sucre raffiné arrivent en abondance jusqu'à Reims. A Nancy, ils ont un entrepôt d'alcool qui ne contient pas moins de 7 à 800 pipes de 600 litres chacune.

Le Salut public de Lyon a reçu communication d'une lettre écrite par un officier prussien.

Nous en extrayons ce qui suit :

Je reçois de divers points de l'Allemagne des nouvelles affligeantes qui me prouvent, comme disaient les anciens que « si Carthage pleure, Rome ne rit pas. » Ce n'est pas en vain que l'on prive pour un laps de temps déjà long, promettant de durer longtemps encore, un grand pays de ses forces vives et actives. La misère est grande.

En un mot, cette guerre devient trop longue. Nous pourrions bien en tirer quelque gloire de plus, mais sans profit, attendu que la paix faite après notre entrée à Paris ne sera ni plus ni moins que ce que l'aurait été après Sedan si nous avions pu la faire alors, car l'Europe a déjà décidé ce que cette paix doit nous rapporter, quels que soient les progrès d'invasion que nous aurons pu accomplir.

Je crois donc que nous aurions dû faire tout ce qui était en notre pouvoir pour faciliter la récente mission de M. Thiers, c'est-à-dire ne pas craindre d'accorder les conditions les plus larges pour un armistice. Politiquement nous y aurions gagné en montrant aux gouvernements neutres de la bonne volonté, de la modération, au lieu de la dureté, de la rapacité que l'on commence à nous reprocher, non sans quelque raison ; militairement, nous n'y aurions rien perdu. En tout cas, cet armistice nous conduisant à une paix possible méritait que l'on passât sur quelque désavantage éventuel.

Il est très-hardi à moi de traiter une semblable question, de me mettre en désaccord avec ce qu'on croit devoir résoudre notre roi Guillaume, le comte de Bismarck et M. de Moltke ; cependant j'ose le faire tout en m'inclinant devant la somme de sagesse, de haute perception, de calcul que ces trois hommes réunissent. Je crains que leurs grandes qualités ne soient faussées par un peu d'orgueil, ce qui peut fausser leur jugement, compromettre sérieusement les succès acquis, et je leur dis humblement : réfléchissez.

J'ai expliqué plus haut comment les conditions de paix ne seront pas dictées exclusivement par nous ; comment l'Europe, appelée à intervenir au dernier moment, limitera des conditions qu'elle a, sans nul doute, déjà fixées. Nous pourrions discuter sur un milliard de plus ou moins ; mais en fait de rectifications de frontières ou d'acquisition territoriale, nous n'obtiendrons jamais que ce que nous aurons pu obtenir le 2 septembre.

En attendant, l'Allemagne entière souffre de l'absence de ses enfants, la Bavière, le Wurtemberg commencent à craindre d'avoir travaillé plutôt pour une Prusse agrandie que pour une Allemagne unie, et la défiance entre dans nos camps au moment où nous avons d'autres combats à livrer, d'autres pertes à essayer.

INFORMATIONS ET NOUVELLES

Les journaux anglais font observer que l'histoire de la France présente un cas où l'Angleterre nous a fournis des troupes pour repousser l'invasion. Elisabeth mit pendant plusieurs mois 7,000 hommes à la disposition de Henri IV pour combattre les Espagnols et la Ligue. La Pall Mall Gazette consigne vivement au cabinet Gladstone d'imiter cette exemple.

L'Angleterre songe à remonter sa cavalerie en faisant des achats considérables de chevaux dans l'Amérique du Sud. La Hongrie a été presque épuisée par les Allemands. Aux Etats-Unis les chevaux sont d'un prix trop élevé. Dans les Etats de la Plata, à Santa-Fé, un cheval coûte de 75 à 125 fr. De larges transports vont aller prochainement chercher des chargements de chevaux à Buenos-Ayres ou à Montevideo.

Des espions prussiens revêtus d'uniformes d'officiers français et se disant échappés de Sedan et de Metz, dit le Messager du Nord, ont passé dernièrement à Luxembourg, se dirigeant vers le Nord.

Leur signalement a été adressé aux autorités.

Il est bon d'en donner avis aux populations et aux autorités, afin que chacun se tienne en éveil ; il y va de l'intérêt général.

M. Wilfrid de Fonville et sept autres personnes qui étaient partis en ballon de Paris, sont tombés entre les mains des Prussiens. Toutes les dépêches portées par leur ballons ont été saisies par l'ennemi. M. de Fonville et ses compagnons sont à Spandau prisonniers.

MM. Javant, Piper et une autre personne qui sont partis en ballon le lendemain après M. de Fonville, ont également atterri près des lignes prussiennes ; faits prisonniers, ils sont cependant parvenus à s'échapper après une lutte ; mais leurs dépêches sont restées aux mains des Prussiens.

La Prusse fait répandre dans ses journaux et par eux dans toute l'Europe des nouvelles « terrifiantes » au sujet des travaux gigantesques qu'elle aurait fait exécuter sous Paris pour protéger les troupes allemandes contre les sorties des assiégés. Mais elle ne peut pas empêcher la divulgation des difficultés qu'elle éprouve à ravitailler l'armée de siège. Un de nos correspondants belges nous mande que l'on redoute beaucoup au quartier général de Versailles la rupture des communications par chemin de fer.

Un officier russe, qui est sorti de Paris le 15, appelé, dit le *Moniteur*, par un ordre de son gouvernement, qui lui a transmis l'autorité militaire prussienne, a raconté que vers le 9 ou le 10, un engagement vers la ligne de Saint-Germain a permis à un très-fort convoi de provisions d'entrer dans Paris.

Le bruit court que M. Bright aurait écrit une lettre à M. Gladstone pour lui indiquer que sa conscience ne lui permettrait pas de rester au cabinet en cas de déclaration de la guerre avec la Russie. On croit que cette éventualité amènerait la dissolution du cabinet et l'avènement des Tories au pouvoir.

Mercredi dernier, dit le *Journal du Havre*, un Polonais a tiré deux coups de revolver sur le roi de Prusse, à Saint-Germain, après une revue. Il a été fusillé immédiatement.

L'Union a reçu la lettre suivante sur laquelle il est bon d'appeler l'attention de la presse étrangère qui pourra constater, une fois de plus, le mépris complet des règles de la guerre par les barbares qui ont envahi la France.

Melun, 10 novembre.
Un poste de Prussiens de 50 cavaliers s'était très-hardiment et très-impudemment installé à Nemours près de la gare du chemin de fer. Ce poste a été enlevé pendant la nuit par les mobiles du Loiret campés à Montargis. C'était là un fait de guerre tout à fait légitime.

Le surlendemain, les Prussiens venus en nombre ont brûlé en présence du maire non seulement l'auberge où leur poste était installé, mais les deux maisons voisines, une ferme contiguë et la gare du chemin de fer placée vis-à-vis. Ils demandèrent en même temps deux cent mille francs de contribution à la ville.

Voilà donc une ville punie parce qu'un poste ennemi ne s'est pas bien gardé et parce qu'une force militaire, campée à peu près à vingt-cinq kilomètres, est venue s'en emparer sans que les habitants aient prêté le moindre concours.

C'est le troisième fait de ce genre qui se passe dans le département de Seine-et-Marne. Deux fermes ont été brûlées, un château a été dévasté parce que les francs-tireurs avaient pris des Prussiens dans le voisinage. A Nemours, il n'y a pas même le prétexte de se venger d'attaques irrégulières puisque le poste prussien a été enlevé par nos mobiles. Il y a là un acte qui me paraît aussi contraire aux lois de la guerre que celui de tuer des prisonniers sans défense et je voudrais que le gouvernement en fasse l'objet de réclamations officielles et publiques. Dans tous les cas, ce sont des faits dont on ne saurait trop faire ressortir le caractère sauvage et sur lesquels il convient d'appeler la réprobation du monde civilisé.

Le docteur G... dont l'ambulance est à Orléans, écrivait, il y a deux jours, qu'il avait déjà amputé plus de 5,000 jambes prussiennes.

La ville de Nancy vient de se trouver obligée de contracter à Francfort un emprunt sur la garantie de 30 millions de propriétés mobilières et immobilières, à 6 0/0 d'intérêt, fournies par les habitants de la ville pour payer les contributions qui leur ont été imposées par les Prussiens.

LE BALLON ÉGALITÉ.

Le 22 novembre, à 11 heures du matin partait de l'usine de Vaugirard à Paris, le ballon *Egalité* portant un capitaine aérostier, Wilfrid de Fonville, son lieutenant, un officier de cavalerie en mission près de l'armée, un négociant de Dieppe, et M. J. Rouzé, courtier en laines du Havre. Ces deux derniers faisaient partie de l'expédition, en qualité de passagers, payant leur voyage 3,500 francs avec l'autorisation du gouverneur de Paris.

Le ballon *Egalité*, cubant 3,200 mètres est le plus grand de ceux qui ont quitté Paris depuis l'investissement. Il s'est enlevé rapidement dans les airs en quittant la capitale et est passé au-dessus des lignes prussiennes par Saint-Denis, Pierrefitte, Compiègne et Saint-Quentin, se maintenant toujours à une hauteur de 2,500 mètres. Plus de 5,000 coups de fusils ont été inutilement tirés sur les intrépides aéronautes, qui y ont répondu, en jetant aux ennemis une grande quantité d'exemplaires du *Journal officiel de la République*.

Le temps était splendide et un panorama magnifique se déroulait aux regards des voyageurs sur une immense étendue

de Compiègne, on apercevait encore la capitale.

Le ballon a presque continuellement suivi la ligne du chemin de fer du Nord, jusqu'à Quévrain. Là, un courant d'air le dirigea vers l'Est, et c'est alors que la descente fut résolue. Notons en passant une particularité assez curieuse : entre Douai et Valenciennes, on apercevait déjà Bruxelles. Presque depuis Compiègne le ballon s'était maintenu à une hauteur de 3,500 mètres ; aussi la descente brusquement opérée a-t-elle fait éprouver aux aéronautes des bourdonnements dans les oreilles et un saignement de nez, causés par la brusque transition d'un air raréfié à des couches plus denses de l'atmosphère.

L'atterrissage près de Louvain a été terrible. L'*Egalité* s'est traînée avec une rapidité vertigineuse pendant vingt minutes, se heurtant violemment contre les arbres, contre le talus des routes, tantôt rasant la terre, tantôt s'élevant un peu pour retomber ensuite plus lourdement ; en effet l'ancre lancée de la nacelle n'avait pu s'accrocher dans les terres labourées.

Les passagers, quoique conservant toujours leur sang-froid, ainsi que le constate un certificat délivré par le capitaine, crurent un instant que c'en était fait de leur vie. Enfin, après avoir été traînés l'espace de trois kilomètres, avec l'aide des habitants du pays accourus à leur secours, les voyageurs, non sans de nouveaux périls, purent mettre pied à terre vers 2 heures 1/2 de l'après-midi ; le voyage s'était donc effectué en 3 heures 1/2. Wilfrid de Fonville assez gravement blessé au pied a dû rester à Louvain avec le capitaine-aérostier ; l'officier de cavalerie à une légère fente à la tête et des contusions aux bras et aux jambes ; le négociant de Dieppe non blessé, éprouve néanmoins un malaise général qui le force à garder la chambre ; quant à M. Rouzé, il en a été quitte pour un léger évanouissement immédiatement après l'atterrissage.

D'après les renseignements fournis par les passagers de l'*Egalité*, la situation de Paris est excellente sous tous rapports ; il y a de la viande pour deux mois et demi, du pain pour huit mois, et du vin pour un espace de temps indéfini.

La population parisienne est héroïque d'abnégation et de courage. Plus de 500,000 hommes armés se préparent, dans l'enceinte de la capitale à une offensive vigoureuse que leur promet le général Trochu, et qui maintenant ne peut plus tarder.

En outre, les ouvrages de défense de la capitale sont tellement considérables qu'ils prennent aujourd'hui les proportions d'ouvrages d'attaques. De nombreuses pièces de canon (nouveau modèle) ont été livrées par l'industrie privée au comité de défense de Paris.

Les aéronautes annonçaient aussi qu'une attaque contre le fort de Vanvres a eu lieu deux jours avant leur départ ; les Prussiens repoussés ont eu 1,500 hommes mis hors de combat.

Il ressort, en somme, du récit des passagers de l'*Egalité* que Paris ne doute pas du succès final et que de grands événements sont proches.

Ces intéressants détails nous sont communiqués par un négociant en laines qui les tient lui-même de M. Rouzé, l'un des passagers du ballon *Egalité*.

M. Rouzé, courtier en laines est très connu des négociants de Roubaix et de Tourcoing, qui se servent souvent de son entremise pour faire leurs achats sur la place du Havre.

Chronique locale & départementale

Le Recueil des Actes administratifs de la préfecture du Nord contient les documents suivants :

Circulaire relative aux gardes nationales mobilisées, célibataires ou veufs sans enfants, ayant appartenu à l'artillerie, et qui reçoivent une destination active. Ces hommes devront se rendre au bureau de recrutement de Lille, le 27 novembre, à huit heures du matin.

Décret portant interdiction de transporter des denrées ou bestiaux sur les points du territoire envahis par l'ennemi.

Arrêté portant interdiction de l'exportation des œufs, du beurre et de l'huile d'œillette sur les frontières de mer et de terre dans toute l'étendue du département.

Formation des cadres des gardes nationales mobilisées.

On nous annonce que demain, tous les gardes nationaux de Roubaix seront passés en revue sur la promenade et qu'après cette revue, il y aura promenade militaire.

A partir du 1er décembre prochain, les heures de départ des trains d'Houplines pour Armentières seront modifiées comme suit :

Départ d'Houplines à 6 h. 45 m. du matin. Arrivée à Armentières à 6 h. 50 du matin. Départ d'Houplines à 12 h. 35 du soir. Arrivée à Armentières à 12 h. 40 du soir. Départ d'Houplines à 4 heures du soir. Arrivée à Armentières à 4 heures 05 du s.

Nous recevons communication d'une lettre écrite par un de nos concitoyens qui a pris part à l'affaire de Villers-Bretonneux :

« Mon cher monsieur,

J'ai reçu le baptême du feu au combat de Villers-Bretonneux, et Dieu soit loué ! j'en suis revenu sain et sauf. Je faisais partie de l'une des dix compagnies qui avaient été choisies pour aller en éclaireurs.

Voici à peu près comment les choses se sont passées :

Nous nous mîmes en route hier matin, à 6 heures, pour marcher vers Mézières où nous arrivâmes à une heure de l'après-midi. Là on nous dit que des uhlands, au nombre de 100 environ, avaient été vus à quelques kilomètres. Tous, nous accueillîmes cette nouvelle par les cris, cent fois répétés, de : *Sus aux uhlands !*

Quelle joie ! nous allions donc les voir de près ces soldats dont la présence même partout la terreur, ces cavaliers, soi-disant, sans peur et que l'on renomme en tout pays.

Mais, mille bombes ! on nous avait trompés !

Quand nous arrivâmes au lieu indiqué, appelé le Petit Hingest, ce ne fut pas seulement des uhlands que nous vîmes, mais 3,000 prussiens avec artillerie.

Quelques francs-tireurs nous avaient accompagnés. Nous étions 300 : un contre dix !

N'importe ! nous ne voulûmes pas battre en retraite sans coup férir, et un combat très-vif s'engagea ; durant vingt minutes, les balles et les obus tombèrent comme grêle. Nous répondîmes par des feux de peloton bien nourris.

Je vis, à mes côtés, mourir mon meilleur ami. Infortuné jeune homme ! sa dernière pensée fut pour sa mère.

Au bout d'un moment, pressés par la masse de l'ennemi, nous nous repliâmes dans un bois voisin pour protéger notre retraite qui s'effectua en bon ordre. Nous nous retrouvâmes à Villers-Bretonneux, harassés de fatigue et n'ayant pas mangé depuis notre départ.

D'après les renseignements recueillis, l'ennemi eut 60 tués et 100 blessés. De notre côté deux tués et quelques blessés.

Je termine, mon cher monsieur, en remerciant la Providence de nous avoir ainsi protégés.

La fatigue m'accable, la plume m'échappe. Au revoir.

A. S.

La Gazette de Cambrai publie les renseignements suivants sur l'affaire de Rouppe, où les francs-tireurs de Saint-Quentin, se sont distingués.

Le détachement chargé de couvrir la retraite de la colonne n'a subi aucune perte, ni aucune blessure, pas plus d'ailleurs que le reste de la compagnie.

On nous rapporte un nouvel épisode de cette expédition :

Deux francs-tireurs, le jour de l'engagement de Rouppe rencontrèrent deux lanciers venus aux renseignements chez M. Marin. En un tour de main l'affaire des cavaliers ennemis fut faite : C'est donc deux morts à ajouter aux deux voitures de cadavres enlevés à Rouppe.

L'officier de la compagnie de Saint-Quentin qui nous donne ces détails nous fait connaître un brillant engagement qui a eu lieu à la Fère entre les francs-tireurs de Boulogne et les Prussiens.

Les francs-tireurs de Boulogne s'étaient embusqués dans le cimetière de la ville : une colonne de deux cents cavaliers envoyés en reconnaissance passant à une faible distance, ils ouvrirent un feu très-nourri, et firent le plus grand mal à l'ennemi, qui, assuré-t-on, aurait laissé 94 morts sur le carreau.

Nous avons annoncé que les Prussiens ont de nouveau occupé Saint-Quentin. M. le sous-préfet de Cambrai informe que « des Français traités à la patrie n'ont pas craint d'y envoyer des bœufs en quantité telle que Saint-Quentin est devenu le centre d'approvisionnement des Prussiens ; que des denrées alimentaires y arrivent de tous côtés, » vient de prendre l'arrêté suivant :

« Tout individu qui essaiera de faire passer des bestiaux dans St-Quentin, sera poursuivi et puni avec rigueur.

A dater de ce jour, nous refuserons toute autorisation de laisser expédier des substances alimentaires sur St-Quentin, notamment les sucres.

Un mécanicien de Lille, M. Rousseau, rue Masurel, a présenté, hier, à M. le général Truël de Beaulieu, commandant l'artillerie à Douai, un canon de son invention, se chargeant par la culasse.

Nous ne croyons pas devoir faire la description de ce nouvel engin de guerre dont le mécanisme nous a paru des plus ingénieux. Le canon se manœuvre comme le fusil ; au moyen d'une gouille inférieure, le mécanisme peut s'enlever immédiatement, et l'ennemi, entre les mains duquel l'arme viendrait à tomber, ne pourrait plus en faire usage.

Le système peut être immédiatement appliqué aux canons vieux ou neufs qui existent dans nos fondries et arsenaux. Nul doute que l'autorité militaire ne veuille faire l'essai, sans retard, de ce système.

Le modèle a été soumis à M. le général de Beaulieu par l'inventeur M. Rousseau, rue Masurel, à Lille, et par M. Ar-

wand Dibos, major des francs-tireurs, qui a le projet d'armer ses compagnies de cet engin de guerre, dès qu'il aura été approuvé par l'autorité militaire.

Hier, se sont déroulés devant le tribunal correctionnel de Lille, les débats relatifs à l'affaire d'un sieur Galinière, se disant général au service de la République du Honduras, chargé d'une mission diplomatique auprès des gouvernements belges et français, prévenu d'avoir à Bruxelles, au *Café royal*, dérobé au préjudice d'un chef d'ambulance française, un porte-monnaie renfermant une somme de 400 fr.

Un grand nombre de témoins, venus de Bruxelles, comparurent à l'audience, cités tant à la requête du ministère public que de la défense.

Le prévenu, assisté de M. Ovigneur s'est défendu avec beaucoup d'habileté. Après de longs débats, le tribunal a condamné Galinière à un emprisonnement de 2 mois et aux frais du procès.

Un incident curieux et qui a surpris l'auditoire s'est passé pendant le cours des débats. Un ex-huissier de Paris, le nommé Masson, appelé comme témoin, essayait de discuter le prévenu. Le ministère public fit valoir le peu de confiance que le tribunal devait accorder aux dires de Masson, attendu que ce personnage était sous le coup d'une condamnation à deux années de prison prononcée par défaut par le tribunal de la Seine du chef d'escroquerie. Le témoin a dû être arrêté. (Mémorial).

Hier, à deux heures, le général de Chargère a passé la revue de la garde nationale sédentaire et du bataillon de la garde nationale mobilisée d'Arras.

Le général était accompagné de M. Pauly, commandant supérieur des gardes mobilisées du Pas-de-Calais, de M. Saumade, commandant de la garde nationale sédentaire, et du colonel commandant la place.

Dernières nouvelles.

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Londres, 25 novembre.

La réponse de Gortschakoff reçue hier au commencement du conseil sera discutée lundi seulement. Gortschakoff, maintenant la position qu'il a prise, justifie sa conduite en faisant allusion à la violation du traité par les autres puissances ; il ne croit pas que la conférence proposée par la Russie ait eu chance de succès.

Le Times voit dans la remise de la discussion à lundi, un motif de bon augure. L'Abende Post contredit la nouvelle qui donne comme probable que l'Impératrice et le prince impérial quitteraient l'Angleterre pour aller à Cassel.

Tours, 26 novembre 12 h. 45.

Le ministre de l'intérieur aux préfets. Hier, l'ennemi a été délogé d'une forte position qu'il occupait sur les hauteurs d'Hyevres, près Brou ; après un combat qui a duré de 2 heures à 5 heures de l'après-midi, il a été poursuivi au-delà de Brou. Nos pertes sont insignifiantes. Celles de l'ennemi, non encore évaluées.

Avant-hier soir, 100 gardes nationaux, 100 mobiles du Gers et 40 francs-tireurs ont attaqué les Prussiens à St-Agil et lui ont fait subir des pertes importantes. De notre côté, 2 tués, 3 blessés.

Sur la ligne de la Loire, Ladou a été évacué par l'ennemi.

Une reconnaissance de cavalerie y a fait hier 22 prisonniers et trouvé 200 fusils prussiens.

En Normandie, un engagement d'avant-postes aux environs de Verdun. Un mobile blessé mortellement.

L'ennemi a emmené 2 voitures de blessés et de morts.

Œuvre des aumôniers militaires.

Des personnes généreuses ont, avec un dévouement au-dessus de tout éloge, recueilli dans le public des secours matériels pour nos prisonniers d'Allemagne.

Il faut maintenant songer à leurs besoins religieux.

Des prêtres allemands, parlant notre langue, se sont consacrés tout entiers à cette noble et sainte mission. A Stettin à Mayence, à Heidelberg ces aumôniers ont été accueillis par nos soldats et nos officiers comme des anges consolateurs ; nous sommes heureux de pouvoir donner ce renseignement aux familles de notre pays qui comptent bon nombre de leurs enfants parmi ces pauvres prisonniers.

Mais leur nombre est bien loin de suffire. Deux jeunes religieux ont déjà succombé sous la tâche écrasante qui leur incombe ; des prêtres français sont partis pour la partager. Ils se proposent de visiter surtout les camps établis dans les contrées reculées de la Silésie et de la Poméranie.